

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cellule Risques Accidentels
19, place de l'Ancien Foirail
32000 Auch

Auch, le 06/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUD OUEST ALIMENT (ex-ALISO)

AUCH-LAMOTHE
32000 Auch

Références : 2024-0269-DP
Code AIOT : 0006803286

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/04/2024 dans l'établissement SUD OUEST ALIMENT (ex-ALISO) implanté ZI de LAMOTHE 32000 Auch. L'inspection a été annoncée le 20/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUD OUEST ALIMENT (ex-ALISO)
- ZI de LAMOTHE 32000 Auch
- Code AIOT : 0006803286

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement de la société SUD OUEST ALIMENT situé à AUCH est classé sous le régime de l'autorisation pour des activités destinées à l'alimentation animale (rubrique 3642). Un arrêté préfectoral en date du 12 avril 2011 régit ces installations. Cet arrêté a été modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 29 septembre 2021 et du 28 janvier 2022.

Les principales activités de la société SUD OUEST ALIMENT sur le site d'Auch sont:

- la réception et le stockage des matières premières (céréales, oléagineux, protéagineux, prémix, huiles ...) destinées à la fabrication et à la vente d'aliments pour les canards, les poulets, les poules pondeuses et les volailles diverses;
- la transformation des matières premières en aliments pour animaux;
- le chargement et l'expédition de produits finis.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Gaspillage alimentaire
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Émissions dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre I.2	Demande d'action corrective	3 mois
2	Émissions dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3	Demande d'action corrective	3 mois
3	Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II.5	Demande d'action corrective	3 mois
6	stocks de substances et mélanges dangereux	AP Complémentaire du 29/09/2021, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Vérification périodique et maintenance des équipements	AP Complémentaire du 29/09/2021, article 12.4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Limitation de la production de déchets	AP Complémentaire du 12/04/2011, article 5.1	Sans objet
5	Installations	AP Complémentaire du 12/04/2011,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'entreposage internes des déchets	article 5.3	
7	Nettoyage et entretien des installations	AP Complémentaire du 29/09/2021, article 8	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 29/09/2021, article 9	Sans objet
9	Installations électriques	AP Complémentaire du 29/09/2021, article 10.2	Sans objet
11	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets atmosphériques de son installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Émissions dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre I.2
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions dans les effluents gazeux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Evaluation et surveillance des émissions dans les effluents gazeux canalisés</p> <p>Sauf indication contraire, les valeurs limites d'émission (VLE) dans l'air désignent des concentrations exprimées en mg/Nm³ dans les conditions normalisées suivantes : gaz secs à une température de 273,15 K et à une pression de 101,3 kPa, sans correction de la teneur en oxygène. Les valeurs limites d'émission sont établies en moyenne sur la période d'échantillonnage, définie comme la valeur moyenne de trois mesures consécutives d'au moins 30 minutes chacune. Si, en raison de contraintes liées à l'échantillonnage ou à l'analyse, des prélèvements/mesures de 30 minutes ne conviennent pas pour un paramètre, quel qu'il soit, il convient d'appliquer une période de mesurage plus appropriée.</p> <p>Lorsque les effluents gazeux d'au moins deux sources sont rejetés par une cheminée commune, la VLE s'applique à l'effluent gazeux global rejeté par cette cheminée.</p> <p>Pour la surveillance des effluents gazeux, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes EN sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.</p> <p>Substance/paramètre Norme</p> <p>Poussière / NF EN 13284-1</p> <p>PM_{2,5} et PM₁₀ / NF EN ISO 23210</p> <p>COVT NF EN 12619</p>

<p>NOX NF EN 14792 CO NF EN 15058 SOX NF EN 14791</p> <p>Les mesures sont effectuées au niveau d'émission prévu le plus élevé dans les conditions normales de fonctionnement.</p> <p>Les VLE et la fréquence de surveillance des effluents gazeux applicables sont précisées au titre III.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation dispose de 8 points de rejets de ses installations de fabrication d'aliment soumis à la directive IED.</p> <p>Le dernier rapport de vérification des points de rejets en application de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12/04/2011 a été réalisé par la société DEKRA en date du 24/07/2018. Ce rapport concerne les points de rejets suivants : Presse conduit 3 / Chargement conduit 5 / Broyeur / Fosses tels que imposés actuellement par l'APC. Les VLE sont respectées pour l'ensemble des points de rejets. L'inspection des installations classées rappelle que la périodicité des mesures prescrite dans l'APC du 12/04/2011 est annuelle et que le site SUD OUEST ALIMENT est à l'origine d'émission de poussières du fait de son activité de fabrication d'aliment.</p> <p>Conformément au TITRE III article 15.2 de l'AM du 27/02/2020, à compter du 04/12/2023 (article 2), l'exploitant doit réaliser une surveillance annuelle des émissions de poussières provenant de toutes ses installations IED, à savoir des 8 points de rejets reliés au procédé de fabrication d'aliment. Lors de la visite, il a pu être constaté le non respect de cette fréquence de surveillance. L'exploitant a présenté un devis concernant la réalisation de nouvelles analyses sur 2 points de rejets. L'exploitant avait prévu de faire réaliser la surveillance en étalant les analyses des points de rejets sur 3 ans, ce qui n'est pas conforme aux exigences de la directive IED et de l'AM du 27/02/2020.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser les analyses de ses 8 points de rejets reliés au procédé de fabrication d'aliment et mettre en place un programme de surveillance avec une périodicité annuelle conformément au TITRE III article 15.2 de l'AM du 27/02/2020.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Émissions dans les effluents gazeux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Émissions dans les effluents gazeux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European</p>

<p>Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, SO₂, poussières, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.</p> <p>Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter les analyses concernant l'installation de combustion classée au titre de la rubrique 2910. Le rapport réalisé par la société DEKRA et daté du 04/11/2020 présente des valeurs de VLE respectées pour les NO_x. Toutefois la périodicité de 3 ans n'est pas respectée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser les analyses selon les dispositions de l'article 6.3 pour les gaz rejetés à l'atmosphère par la chaudière classée au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des ICPE et respecter la périodicité de 3 ans.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Système de management environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Système de management environnemental</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes :</p> <p>[...]</p> <p>III. Définition d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;</p> <p>IV. Définition d'objectifs et d'indicateurs de performance pour les aspects environnementaux importants, y compris pour garantir le respect des exigences légales applicables ;</p> <p>[...]</p> <p>XII. Mise en œuvre de programmes de maintenance appropriés ;</p> <p>[...]</p> <p>XV. Mise en œuvre d'un programme de surveillance et de mesurage ;</p> <p>[...]</p> <p>XVII. Audit interne indépendant (dans la mesure du possible) et audit externe indépendant pour évaluer les performances environnementales et déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ;</p> <p>[...]</p> <p>XIX. Revue périodique, par la direction, du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son</p>

<p>efficacité ;</p> <p>[...]</p> <p>Le SME intègre également les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un plan de gestion du bruit (voir point 13.1) ; - un plan de gestion des odeurs (voir point 14) ; <p>[...]</p> <p>Les installations dont le SME a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.</p> <p>Le niveau de détail et le degré de formalisation du SME sont en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter son système de management environnemental déployé sur le site courant du 1er trimestre 2024. Lors de la visite d'inspection, 6 items sur les 20 que doit comporter le SME ont été regardés.</p> <p>Il en ressort que l'exploitant doit prévoir la mise en place d'audit internes conformément au point n°XVII, que l'exploitant doit prévoir une revue périodique du SME et de sa pertinence conformément au point XIX, que l'exploitant doit intégrer un plan de gestion du bruit et un plan de gestion des odeurs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit formaliser et prévoir la mise en place d'audit internes conformément au point n°XVII.</p> <p>L'exploitant doit formaliser et prévoir une revue périodique du SME et de sa pertinence conformément au point XIX.</p> <p>L'exploitant doit définir un plan de gestion du bruit et un plan de gestion des odeurs et les intégrer au SME.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Limitation de la production de déchets

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/04/2011, article 5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Limitation de la production de déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.</p> <p>L'exploitant doit notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> • limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres, • trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication,

<ul style="list-style-type: none"> • s'assurer du traitement ou du pré traitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique, • s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles".
Constats : La gestion des déchets se fait soit en benne pour les DIB, les papiers et les plastiques. L'exploitant utilise des additifs qui produisent des déchets sur le site qui sont conditionnés en big-bag et expédiés pour destruction chez ATEMAX. Le suivi des déchets est réalisé sur track déchets. Le tableau de suivi des déchets a été présenté et n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations d'entreposage internes des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/04/2011, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, installations d'entreposage internes des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.
Constats : Lors de la visite d'inspection, les zones de stockage des déchets ont été vues et n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : stocks de substances et mélanges dangereux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/09/2021, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, stocks de substances et mélanges dangereux
Prescription contrôlée :

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux sont tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a mis en place le logiciel NOMEREF qui est un outil de gestion du stockage des produits dangereux sur le site. Cet outil permet de suivre le détail des produits présents sur le site avec un suivi des règles d'additivité au titre de la directive SEVESO 3. Ce registre est accessible depuis l'extérieur du site pour pouvoir transmettre l'état des stocks au service d'incendie et de secours en cas de sinistre. Le plan général des stockages n'a pas été présenté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit présenter son plan général des stockages.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Nettoyage et entretien des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/09/2021, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage et entretien des installations
Prescription contrôlée : Les corps étrangers qui pourraient nuire au bon fonctionnement de la ligne de production sont séparés et éliminés en amont des machines concourant à la transformation des produits mis en œuvre. Tous les locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'appareils qui présentent toutes les garanties de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. L'utilisation de balais ou d'air comprimé ne se produit qu'à titre exceptionnel et fait l'objet de consignes particulières.
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter un document définissant les différentes zones à nettoyer et les différentes fréquence en fonction de chaque zone. Lors de la visite du site, constat a été fait que les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/09/2021, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ; • de deux poteaux incendie d'un réseau public d'un diamètre nominal DN100 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). • une réserve d'eau externe de 500 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m3/h ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de 55 extincteurs sur le site, d'une réserve d'eau de 500 m3 et de 2 poteaux incendie à proximité.</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter le rapport de vérification des extincteurs réalisé par la société CHRONOFEU le 16/05/2023.</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter le rapport de vérification du système de détection incendie réalisé par la société CHUBB Sicli le 22/04/2024. Ces 2 rapports n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/09/2021, article 10.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>Ce rapport de contrôle est notamment constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Un programme de maintenance est mis en place, permettant de prévenir les sources d'inflammation d'origine mécanique.</p> <p>Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter les rapports de vérification des installations électriques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le certificat Q18 réalisé par l'APAVE le 20/11/2023 conclut que l'installation ne peut pas entraîner de risque d'incendie ou d'explosion ; - le rapport électrique au titre des ICPE réalisé par l'APAVE, daté du 11/04/2024 n°13629363-001-1, ne présente aucune observation ; - le rapport électrique au titre du code du travail réalisé par l'APAVE, daté du 20/11/2023 n°4764675-015-1 contient 1 observation. L'exploitant a été en mesure de présenter son plan d'action.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Vérification périodique et maintenance des équipements

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/09/2021, article 12.4
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. La périodicité de ces vérifications est à minima annuelle.
Constats : Le rapport de vérification des exutoires daté du 16/05/2023 a été présenté, pas d'observation. Le rapport de vérification des colonnes sèches daté du 08/01/2020 a été présenté, 3 actions étaient à réaliser.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réaliser la vérification périodique des colonnes sèches. L'exploitant doit justifier que ces vérifications sont enregistrées sur le registre mentionné à l'article 12.4.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des protections contre la foudre
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. « Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. « Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. « La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. » Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum

<p>d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter le rapport de vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre réalisé par la société SOCOTEC le 25/04/2024, aucune observation n'a été signalée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>